

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre compétent en matière d'Emploi est chargé de soumettre au Parlement de la Communauté germanophone le projet de décret dont la teneur suit :

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi

CONTENU

Le présent décret porte assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi.

SOMMAIRE

	Page
Exposé des motifs	2
Explications générales	2
Commentaire de l'article unique.....	3
Avant-projet	4
Annexe	
Accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi.....	4

EXPOSÉ DES MOTIFS

EXPLICATIONS GÉNÉRALES

Le présent décret porte assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi.

Les services régionaux d'inspection de la Région flamande, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que le service d'inspection de la Communauté germanophone collaborent étroitement depuis plusieurs années, par exemple en organisant des actions communes sur place ou en échangeant des données qui sont importantes pour toutes les instances impliquées dans le traitement de cas.

Cette coopération trouve son fondement juridique dans les décrets et ordonnances des différentes régions relatifs au fonctionnement et aux compétences des différents services d'inspection.

En ce qui concerne la Communauté germanophone, elle est régie par l'article 4 du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Par ailleurs, les chefs des différents services d'inspection tiennent régulièrement des rencontres interrégionales pour expliquer la situation en réponse à une série de questions importantes demandant une coopération régionale et pour discuter des compétences sans cesse croissantes des services d'inspection et des questions y afférentes.

Dans le cadre de la Sixième Réforme de l'État et à la suite des compétences supplémentaires transférées aux services régionaux d'inspection et au service d'inspection de la Communauté germanophone, une coopération encore plus étroite entre les différents acteurs régionaux est nécessaire.

D'une part, les différents services d'inspection traitent de plus en plus de cas transfrontaliers, comme ceux qui doivent l'être dans le cadre des titres-services.

D'autre part, la lutte contre la fraude transfrontalière requiert une coopération plus étroite entre les différents services d'inspection.

Cette coopération plus intense lors d'actions communes et au niveau de l'échange de données se base, comme par le passé, sur des arrêtés et décrets existants.

Afin d'optimiser cette collaboration dans le contexte des changements induits par la Sixième Réforme de l'État, il paraît toutefois judicieux de l'ancrer dans un nouvel accord de coopération.

Les services régionaux d'inspection de la Région flamande, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que le service d'inspection de la Communauté germanophone se sont entendus sur une proposition d'accord de coopération.

Le présent accord de coopération doit formellement renforcer la coopération entre les services régionaux d'inspection dans les domaines mentionnés à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. Les services régionaux d'inspection devront notamment

pouvoir se soutenir mutuellement lors de la préparation ou de l'exécution de missions d'inspection ou de contrôle.

En outre, l'accord offre une base pour une application correcte et une meilleure mise en œuvre des dispositions légales en la matière, et ce, grâce à un meilleur échange d'informations ainsi que la possibilité d'utiliser des informations obtenues dans des circonstances identiques, comme par exemple les informations que les services régionaux d'inspection ont récoltées dans leur propre ressort.

Enfin, l'accord de coopération prévoit que les services régionaux d'inspection peuvent programmer et organiser des formations communes.

En conclusion, il faut signaler que cet accord permettra une meilleure coopération entre les services régionaux d'inspection en termes de surveillance et de contrôle des compétences régionales telles que l'occupation de travailleurs étrangers, la politique liée aux groupes cibles, la discrimination, etc.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

L'article unique ne nécessite pas de commentaire particulier.

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture et des Sports
de l'Emploi et des Médias
I. WEYKMANS

AVANT-PROJET

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi

Article unique – Assentiment est donné à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi.

Eupen, le...

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président
O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme
I. WEYKMANS

ANNEXE

Accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi

Joint en tant qu'annexe séparée.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie inzake het toezicht en de naleving van de gewestelijke wetgevingen betreffende het werk	Accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi
Gelet op de artikelen 39 en 139 van de Grondwet;	Vu la Constitution, les articles 39 et 139;
Gelet op artikel 6, §1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014;	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, §1 ^{er} , IX modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;
Gelet op de artikelen 6 en 55 bis van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, ingevoegd door de bijzondere wet van 5 mei 1993 en gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014;	Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, les articles 6 et 55 bis, inséré par la loi spéciale du 5 mai 1993 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;
Gelet op de artikelen 4 en 42 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014 ;	Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 4 et 42, modifiés en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;
Gelet op de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollège bedoeld bij artikel 92bis, § 5 en § 6, en 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;	Vu la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, § 5 et § 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen;	Vu le décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles ;
Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 10 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen;	Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles ;
Gelet op de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen;	Vu l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations ;
Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement houdende sociaalrechtelijk toezicht van 30 april 2004;	Vu le décret du Parlement Flamand du 30 avril 2004 relatif au contrôle des lois sociales ;

Gelet op het Waals decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid;	Vu le décret Wallon du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi ;
Gelet op het Waals decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen;	Vu le décret wallon du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations et modifiant diverses législations;
Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator, artikel 12;	Vu l'ordonnance du 8 mai 2014 portant création et organisation d'un intégrateur de services régional, l'article 12 ;
Gelet op het samenwerkingsakkoord van 26 augustus 2013 tussen de federale, gewestelijke en gemeenschapsoverheden voor het harmoniseren en uitlijnen van de initiatieven die de realisatie van een geïntegreerd e-government beogen;	Vu l'accord de coopération du 26 août 2013 entre les administrations fédérales, régionales et communautaires afin d'harmoniser et aligner les initiatives visant à réaliser un e-gouvernement intégré ;
Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 18 juli 2008 betreffende het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer, artikel 8;	Vu le décret du parlement flamand du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives, l'article 8 ;
Overwegende dat de Gewesten bevoegd zijn om regels op te stellen voor de tewerkstelling; dat de Gewesten bijgevolg bevoegd zijn om het toezicht te houden op de naleving van deze normen en inbreuken op deze normen te sanctioneren.	Considérant que les régions sont compétentes pour légiférer en matière d'emploi et sont dès lors compétentes pour contrôler le respect de ces normes et en sanctionner les infractions.
Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap op het grondgebied van het Duitstalig Gewest de bevoegdheden van het Waals Gewest inzake tewerkstelling uitoefent;	Considérant que la Communauté germanophone exerce sur le territoire de la Région de langue allemande, les compétences de la Région wallonne en matière d'emploi ;
Overwegende dat het, met het oog op de vereenvoudiging van de uitvoering van de opdrachten van inspectie en controle, gepast is dat de partijen bij dit akkoord hun acties coördineren en het te dien einde eens worden over bijzondere regels van samenwerking;	Considérant que, afin de faciliter l'exercice des missions d'inspection et de contrôle, il est opportun que les parties au présent accord coordonnent leurs actions et conviennent à cette fin de modalités particulières de coopération ;
TUSSEN :	ENTRE :
Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President, van de Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitalisering en Werk en Vorming ;	La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président, du Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de

	l'Innovation, du Numérique et de l'Emploi et de la Formation ;
Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-President, van de Viceminister-president en Vlaams minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding en van de Vlaamse minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport ;	La Région flamande, représentée par le Gouvernement Flamand, en la personne du Ministre-Président, de la Vice Ministre-Présidente et Ministre flamande en charge des Affaires intérieures, de l'intégration, du logement, de l'égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté et du Ministre flamande de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport ;
Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende medische hulp;	La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente ;
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap en van de Viceminister-President, de Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme.	La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et de la Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme ;
IS OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT:	IL EST CONVENU CE QUI SUIT :
HOOFDSTUK I. Definities en Algemene bepalingen	CHAPITRE I. Définitions et généralités
Art. 1. In de zin van dit akkoord wordt verstaan onder:	Art. 1. Au sens du présent accord, on entend par :
1° « Gewestelijke inspectiedienst » : de door de gewestelijke regering aangeduide inspectiedienst die bevoegd is voor de toezicht en de naleving	1°« service d'inspection régionale » : le service d'inspection désigné par le gouvernement régional et qui est compétent en matière

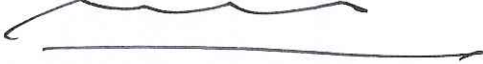
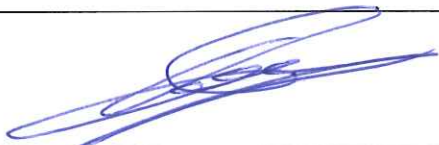
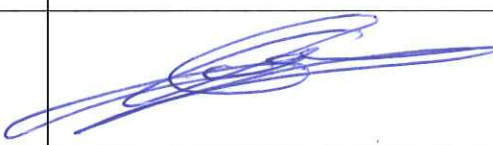
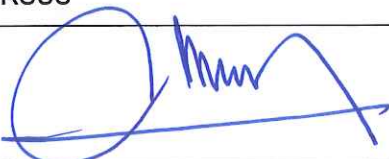
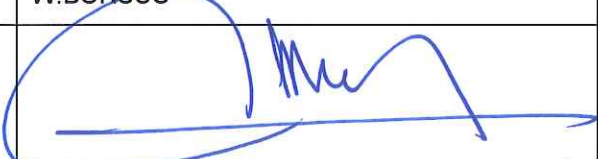
van de gewestelijke wetgevingen omtrent het werk;	d'inspection et de contrôle des législations régionales relatives à l'emploi ;
2° « Gewest » : het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, §1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen	2° « Région » : la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale ou la Communauté germanophone compétente pour les matières visées à l'article 6, §1 ^{er} , IX de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
3° « de Ministers » : de gewestelijke Ministers bevoegd voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, §1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;	3° les « Ministres » : les Ministres régionaux compétents pour les matières visées à l'article 6, §1 ^{er} , IX de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
4° Persoonsgegevens : persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 1), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming	4° « données à caractère personnel » : données à caractère personnel au sens de l'article 4, 1), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)
HOOFDSTUK II. Toepassingsgebied	CHAPITRE II. Champ d'application
Afdeling 1. Algemene bepalingen	Section 1. Dispositions générales
Art. 2. Deze overeenkomst regelt een versterking van de samenwerking tussen de gewestelijke inspectiediensten in de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.	Art. 2. Le présent accord régit le renforcement de la coopération entre les services d'inspection régionaux pour les matières visées à l'article 6, § 1, IX de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Deze overeenkomst beoogt hiermee een correcte toepassing van en een betere inspectie en controle op de naleving van de wetgeving.	Le présent accord poursuit une correcte application de la législation et une inspection plus efficace et un meilleur contrôle du respect de celle-ci.
Daartoe kunnen de gewestelijke inspectiediensten :	A cet effet, les services d'inspection régionaux peuvent :
1° informatie uitwisselen;	1° s'échanger des informations ;
2° wederzijdse ondersteuning verlenen in de voorbereiding en de uitvoering van de acties inzake het toezicht en de naleving van de gewestelijke wetgevingen;	2° s'apporter un soutien mutuel dans la préparation et l'exécution des missions d'inspection et de contrôle;

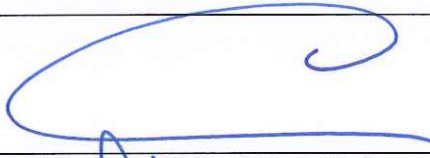
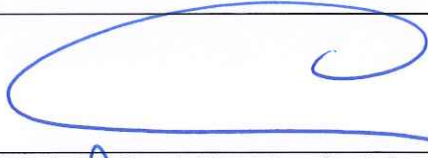
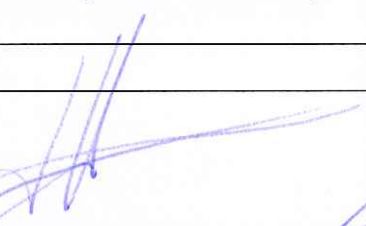
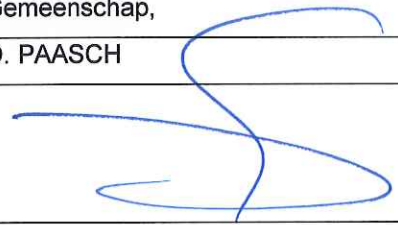
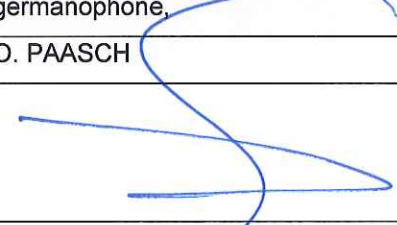
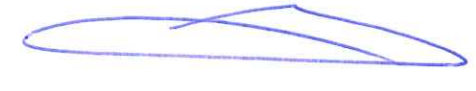
3° vormen en opleidingen organiseren.	3° organiser des formations.
Onverminderd de andere bevoegdheden die hun door dit akkoord worden toegekend, kunnen de partijen, met een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet, de nadere regels omschrijven die zijn vereist voor het uitvoeren van dit akkoord.	Sans préjudice des autres pouvoirs qui leur sont attribués par cet accord, les parties peuvent, par un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale, définir les modalités nécessaires à la mise en oeuvre de cet accord.
De gewestelijke inspectiediensten bedoeld in het artikel 1,1° zijn verantwoordelijk inzake de behandeling van persoonsgegevens.	Les services d'inspection régionaux visés à l'article 1,1°, sont les responsables du traitement des données à caractères personnel.
Afdeling 2. Uitwisseling van informatie	Section 2. Echange d'informations
Art. 3. De Gewestelijke inspectiediensten kunnen alle nuttige informatie uitwisselen in het kader van de voorbereiding of de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten.	Art. 3. Les services d'inspection régionaux peuvent s'échanger toutes les informations utiles dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle.
De diensten van de Gewesten, de openbare instellingen die ervan afhangen, evenals alle openbare en meewerkende instellingen, verstrekken aan de Gewestelijke inspectiediensten alle informatiegegevens, in welke vorm dan ook, waar deze om verzoeken.	Les services des Régions, les organismes publics ainsi que tous les organismes publics et coopérants qui en dépendent, fournissent aux services d'inspection régionaux toutes les données qu'ils demandent, quelle que soit leur forme.
Art. 4. Alle informatie, in welke vorm dan ook, die in uitvoering van deze overeenkomst wordt verstrekt, heeft een vertrouwelijk karakter of is voor beperkte verspreiding vatbaar, en valt onder de geheimhoudingsplicht.	Art. 4. Toutes les informations, quelle que soit leur forme, fournies en exécution du présent accord, ont un caractère confidentiel ou sont soumises à une diffusion limitée, et relèvent de l'obligation de confidentialité.
Art. 5. De Gewestelijke inspectiediensten kunnen de van een andere Gewestelijke inspectiedienst verkregen informatie, binnen de grenzen van deze overeenkomst, in dezelfde omstandigheden gebruiken als de informatie die de Gewestelijke inspectiediensten op het eigen territoriaal bevoegdheidsgebied hebben verzameld.	Art. 5. Dans les limites du présent accord, les services d'inspection régionaux peuvent utiliser les informations obtenues de la part d'un autre service d'inspection régional, dans les mêmes conditions que les informations qu'ils ont recueillies dans leur propre zone de compétence territoriale.
Deze informatie kan door de Gewestelijke inspectiediensten en de Gewestelijke diensten die belast zijn met de toepassing van de wetgeving, als bewijsmateriaal worden gebruikt in juridische en administratieve procedures.	Ces informations peuvent être utilisées comme éléments de preuve dans des procédures judiciaires et administratives par les services d'inspection régionaux et les services régionaux chargés d'appliquer la législation.
Deze informatie mag door de Gewestelijke inspectiediensten en de Gewestelijke diensten die belast zijn met de toepassing van de wetgeving, slechts voor andere doeleinden worden gebruikt na schriftelijke toestemming van en binnen de grenzen die de Gewestelijke	Ces informations peuvent être utilisées à d'autres fins par les services d'inspection régionaux et les services régionaux chargés d'appliquer la législation uniquement après accord écrit du service d'inspection régional qui a fourni ces informations et dans les limites fixées par celui-

inspectiedienst, die de informatie heeft verstrekt, heeft gesteld. De Gewestelijke inspectiedienst die deze informatie heeft verstrekt wordt van dit gebruik in kennis gesteld.	ci. Le service d'inspection régional qui a fourni ces informations sera informé des suites de cette utilisation.
Art. 6. Bij het mededelen van de persoonsgegevens tussen de Gewestelijke inspectiediensten, en het achteraf bewaren, verwerken en verspreiden van deze gegevens door de Gewestelijke inspectiediensten wordt de regelgeving over de bescherming van persoonsgegevens nageleefd.	Art. 6. Lors de la communication de données à caractère personnel entre services d'inspection régionaux, de leur conservation, de leur traitement et de leur diffusion ultérieure par les services d'inspection régionaux, la réglementation sur la protection des données à caractère personnel est respectée.
Afdeling 3. Wederzijdse ondersteuning	Section 3. Soutien mutuel
Art. 7. De Gewestelijke inspectiediensten kunnen elkaar in de mate van het mogelijke ondersteuning verlenen in het kader van de voorbereiding of de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten.	Art. 7. Dans la mesure de leurs moyens, les services d'inspection régionaux s'apportent un soutien mutuel dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle.
In dit verband kunnen de Gewestelijke inspectiediensten, binnen de grenzen van deze overeenkomst, en op verzoek of met toestemming van een andere gewestelijke inspectiedienst personeelsleden uitsenden om alle nuttige informatie te verzamelen op het grondgebied van een andere gewestelijke inspectiedienst.	Dans les limites du présent accord, les services d'inspection régionaux peuvent dépêcher leurs agents dans la zone de compétence territoriale d'un autre service d'inspection régional, après autorisation ou sur demande de cet autre service d'inspection régional, afin de rassembler toutes les informations utiles.
Art. 8. De personeelsleden van de Gewestelijke inspectiediensten kunnen, binnen de grenzen van deze overeenkomst, op verzoek van of met toestemming van een andere Gewestelijke inspectiedienst, bij de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten als waarnemer aanwezig zijn op het territoriale bevoegdheidsgebied van deze Gewestelijke inspectiedienst.	Art. 8. Dans les limites du présent accord, les agents des services d'inspection régionaux peuvent, à la demande ou avec l'autorisation d'un autre service d'inspection régional, être présents en tant qu'observateur lors de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle effectuées dans la zone de compétence territoriale de ce service d'inspection régional.
De personeelsleden van de Gewestelijke inspectiediensten die bij de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten op het territoriale bevoegdheidsgebied van een andere Gewestelijke inspectiedienst aanwezig zijn, maken zich kenbaar door middel van hun legitimatiekaart.	Les agents des services d'inspection régionaux qui sont présents lors de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle dans la zone de compétence territoriale d'un autre service d'inspection régional s'identifient au moyen de leur carte de légitimation.
Art. 9 De informatie die de Gewestelijke inspectiediensten op grond van de artikelen 7 en 8 hebben verzameld, kan in dezelfde omstandigheden worden gebruikt als de informatie die de Gewestelijke inspectiediensten	Art. 9 Les informations que les services d'inspection régionaux ont recueillies en exécution des articles 7 et 8 peuvent être utilisées dans les mêmes conditions que celles

op het eigen territoriaal bevoegdheidsgebied hebben verzameld.	qu'ils recueillent dans leur propre zone de compétence territoriale.
HOOFDSTUK III. Transversale bepalingen.	CHAPITRE III. Dispositions transversales
Afdeling 1. Verdeling van de kosten	Section 1. Répartition des coûts
Art. 10. De partijen zullen, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen nemen en middelen vrijmaken om de taken uit te voeren noodzakelijk voor een correcte uitvoering van dit akkoord.	Art. 10. Les parties dégageront, chacune dans le cadre de leurs compétences, les mesures et les moyens nécessaires à l'exécution des tâches nécessaires à la correcte exécution du présent accord.
Afdeling 2. Vormingen en opleidingen	Section 2. Formations
Art. 11. De gewestelijke inspectiediensten kunnen gezamenlijk vormingen en opleidingen voorzien en organiseren over:	Art. 11. Les services d'inspection régionaux peuvent organiser et mettre sur pied des formations communes concernant :
1° de eigen wetgevingen en bevoegdheden;	1° leurs législations et compétences propres ;
2° de wijzigingen van de reglementeringen en van de bevoegdheden van toezicht en naleving;	2° les modifications de leurs réglementations et compétences d'inspection et de contrôle;
3° elke andere materie die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de reglementeringen en met de bevoegdheden van toezicht en naleving;	3° toute autre matière directement ou indirectement liée à leurs réglementations et compétences d'inspection et de contrôle ;
4° de methodologie inzake toezicht en naleving en de opvolging van de onderzoeken;	4° la méthodologie d'inspection et de contrôle et le suivi des enquêtes ;
5° bijzondere inbreukfenomenen en (nieuwe) criminele feiten.	5° les phénomènes d'infraction particuliers et les (nouveaux) faits criminels.
De gewestelijke inspectiediensten kunnen binnen hun territorium inlevingsstages organiseren ten behoeve van de personeelsleden van de andere regio's.	Les services d'inspection régionaux peuvent organiser des stages d'observation sur leurs territoires respectifs à destination des agents des autres régions.
De gewestelijke inspectiediensten kunnen ter voorbereiding en uitvoering van deze gezamenlijke opleidingen aan mekaar hulp of bijstand verlenen.	Les services d'inspection régionaux s'apportent de l'aide ou du soutien pour préparer et mettre en oeuvre ces formations communes.
Art. 12. Iedere gewestelijke inspectiedienst kan het initiatief nemen om opleidingen te organiseren voor andere gewestelijke	Art. 12. Chaque service d'inspection régional peut prendre l'initiative d'organiser des formations à destination d'autres services

inspectiediensten. Zij kan ook aan elke andere gewestelijke inspectiedienst een verzoek richten om een opleiding te organiseren die zij nodig acht en dit volgens nader te bepalen modaliteiten.	d'inspection régionaux. Il peut aussi demander à tout autre service d'inspection régional d'organiser une formation qu'il juge nécessaire, selon des modalités à préciser.
Elk initiatief in het kader van artikel 11 en van artikel 12 wordt ter kennis gebracht van de andere gewestelijke inspectiediensten.	Chaque initiative prise dans le cadre des articles 11 et 12 est portée à la connaissance des autres services d'inspection régionaux.
Art. 13. De gewestelijke inspectiediensten bevorderen en zorgen voor de verspreiding van de informatie alsook dat de kennis met andere gewestelijke inspectiediensten wordt gedeeld.	Art. 13. Les services d'inspection régionaux veillent à favoriser la diffusion des informations et le partage de connaissances entre eux.
De gewestelijke inspectiediensten delen onder elkaar, op de meest passende wijze, uitnodigingen en de informatie verkregen naar aanleiding van vormingen, seminaries, studiedagen en conferenties.	Les services régionaux partagent entre eux de la manière la plus appropriée les informations recueillies à l'occasion de formations, séminaires, journées d'étude et conférences, ainsi que les invitations à ceux-ci.
Afdeling 3. Regeling van de geschillen die het gevolg zijn van de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord.	Section 3. Règlement des litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord
Art. 14. De geschillen tussen de contracterende partijen met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst worden beslecht door een rechtscollège als vermeld in artikel 92bis, §5 en §6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.	Art. 14. Tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord entre les parties contractantes est tranché par une juridiction, conformément à l'article 92bis, §5 et §6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
HOOFDSTUK IV. Slotbepalingen	CHAPITRE IV. Dispositions finales
Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten, en treedt in werking op de dag van publicatie in het Belgisch Staatsblad van de laatste instemmingsakte.	Art. 15. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier des actes d'assentiment.
Art. 16. Er wordt een begeleidingscomité opgericht dat zal instaan voor een correcte uitvoering van dit samenwerkingsakkoord en om desgevallend praktische en andere problemen op te lossen. Dit comité zal minstens éénmaal per jaar samenkomen ofwel binnen de dertig dagen op vraag van één van zijn leden, teneinde de	Art. 16. Il est institué un comité d'accompagnement chargé de garantir la bonne exécution du présent accord de coopération et, le cas échéant, de résoudre des problèmes pratiques ou autres. Ce comité se réunit au minimum une fois par an ou soit à la demande d'un de ses membres dans les 30 jours, afin d'évaluer la coopération mise en

samenwerking te evalueren die door dit samenwerkingsakkoord wordt tot stand gebracht en om voorstellen tot verbetering uit te brengen.	place par le présent accord et de faire des propositions d'amélioration.
Art.17. Elk van de ondertekenende partijen kan, indien zij dit nodig acht, een aanpassing of wijziging voorstellen van een gedeelte of van het gehele samenwerkingsakkoord. De nieuwe modaliteiten van deze samenwerking kunnen ofwel gebeuren door middel van een addendum bij het huidige akkoord, ofwel door de opstelling van een nieuw samenwerkingsakkoord.	Art. 17. Chacune des parties signataires pourra, si elle l'estime nécessaire, proposer l'adaptation ou la modification de tout ou partie du présent accord de coopération. Les nouvelles modalités de cette coopération pourront alors se faire soit par un avenant au présent accord soit par un nouvel accord de coopération.
Brussel, op /2019 in exemplaren,	Bruxelles, le /2019 en exemplaires,
Voor het Vlaamse Gewest :	Pour la Région flamande :
De Minister-President,	Le Ministre-Président,
G.BOURGEOIS	G.BOURGEOIS
	
De Viceminister-president en Vlaams minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding,	La Vice Ministre-Présidente et Ministre flamande en charge des Affaires intérieures, de l'intégration, du logement, de l'égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté,
L.HOMANS	L. HOMANS
	
De Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport,	Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport,
Ph. MUYTERS	Ph.MUYTERS
	
Voor het Waalse Gewest :	Pour la Région wallonne :
De Minister-President,	Le Ministre-Président,
W.BORSUS	W.BORSUS
	

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitalisering en Werk en Vorming,	Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P-Y. JEHOLET	P-Y. JEHOLET
	
Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :	Pour la Région de Bruxelles-Capitale :
De Minister-President,	Le Ministre-Président,
R.VERVOORT	R.VERVOORT
	
De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende medische hulp,	Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,
D. GOSUIN	D. GOSUIN
	
Voor de Duitstalige Gemeenschap :	Pour la Communauté germanophone :
De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap,	Le Ministre-Président de la Communauté germanophone,
O. PAASCH	O. PAASCH
	
De Viceminister-Presidente, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,	La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,
I. WEYKMANS	I. WEYKMANS
	

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Auf Vorschlag des Ministers für Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Der für Beschäftigung zuständige Minister wird damit beauftragt, dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf mit folgendem Wortlaut vorzulegen:

DEKRETVORENTWURF ZUR BILLIGUNG DES ZUSAMMENARBEITSABKOMMENS ZWISCHEN DER WALLONISCHEN REGION, DER FLÄMISCHEN REGION, DER REGION BRÜSSEL-HAUPTSTADT UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT BEZÜGLICH DER KOORDINATION IM HINBLICK AUF DIE ÜBERWACHUNG UND DER EINHALTUNG VON REGIONALEN GESETZLICHEN BESTIMMUNGEN IN BESCHÄFTIGUNGSFRAGEN

INHALTSANGABE

Durch das vorliegende Dekret soll das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Koordination im Hinblick auf die Überwachung und der Einhaltung von regionalen gesetzlichen Bestimmungen in Beschäftigungsfragen gebilligt werden.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
Begründung	4
Allgemeine Erläuterungen	4
Kommentar zu dem einzigen Artikel	5
Vorentwurf	6
Anlage	
Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Koordination im Hinblick auf die Überwachung und der Einhaltung von regionalen gesetzli- chen Bestimmungen in Beschäftigungsfragen	7

BEGRÜNDUNG

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

Durch das vorliegende Dekret soll das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Koordination im Hinblick auf die Überwachung und der Einhaltung von regionalen gesetzlichen Bestimmungen in Beschäftigungsfragen gebilligt werden.

Die regionalen Inspektionsdienste der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt sowie der Inspektionsdienst der Deutschsprachigen Gemeinschaft arbeiten seit mehreren Jahren eng zusammen, beispielsweise durch die Organisation gemeinsamer Aktionen vor Ort oder durch den Austausch von Daten, die für alle Beteiligten an der Bearbeitung von Fällen wichtig sind.

Die Rechtsgrundlage für diese Zusammenarbeit ist in den Dekreten und Ordonnanzen der verschiedenen Regionen über die Funktionsweise und die Befugnisse der jeweiligen Inspektionsdienste festgelegt.

Was die Deutschsprachige Gemeinschaft betrifft, wird dies durch Artikel 4 des Dekrets vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik geregelt.

Darüber hinaus halten die verschiedenen Leiter der Inspektionsdienste regelmäßige interregionale Treffen ab, um den Sachstand bei einer Reihe wichtiger Fragen zu erörtern, die eine regionale Zusammenarbeit erfordern, und um die ständig wachsenden Kompetenzen der Inspektionsdienste und damit zusammenhängende Fragen zu diskutieren.

Im Rahmen der sechsten Staatsreform und infolge der zusätzlichen Kompetenzen, die den regionalen Inspektionsdiensten und dem Inspektionsdienst der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen wurden, ist eine stärkere Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen regionalen Akteuren erforderlich.

Einerseits bearbeiten die verschiedenen Inspektionsdienste vermehrt grenzüberschreitende Fälle, wie z.B. solche, die im Rahmen von Dienstleistungsschecks bearbeitet werden sollen.

Andererseits erfordert die Bekämpfung des grenzüberschreitenden Betrugs eine stärkere Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Inspektionsdiensten.

Diese intensivere Zusammenarbeit bei gemeinsamen Aktionen und Datenaustausch basiert nach wie vor auf bestehenden Erlassen und Dekreten.

Um diese Zusammenarbeit im Hinblick auf die sich ändernden Umstände der sechsten Staatsreform zu optimieren, erscheint es jedoch sinnvoll, diese Zusammenarbeit in einem neuen Zusammenarbeitsabkommen festzulegen.

Die regionalen Inspektionsdienste der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt sowie der Inspektionsdienst der Deutschsprachigen Gemeinschaft haben sich nun auf einen Vorschlag für ein Zusammenarbeitsabkommen geeinigt.

Durch das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen soll die Zusammenarbeit zwischen den regionalen Inspektionsdiensten in den in Artikel 6 §1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die institutionellen Reformen genannten Bereichen formal gestärkt werden. Insbesondere sollen sich die regionalen Inspektionsdienste gegenseitig bei der Vorbereitung oder bei der Durchführung von Inspektions- und Kontrollmissionen unterstützen können.

Darüber hinaus bietet das Abkommen eine Grundlage für die korrekte Anwendung und bessere Durchsetzung der einschlägigen Rechtsvorschriften durch einen besseren Informationsaustausch und die Möglichkeit, die unter identischen Umständen erhaltenen Informationen zu nutzen, wie beispielsweise Informationen, die die regionalen Inspektionsdienste in ihrem eigenen Zuständigkeitsbereich gesammelt haben.

Schließlich sieht das Zusammenarbeitsabkommen vor, dass die regionalen Inspektionsdienste gemeinsame Schulungen planen und organisieren können.

Abschließend ist zu bemerken, dass dieses Zusammenarbeitsabkommen eine bessere Zusammenarbeit zwischen den Inspektionsdiensten bei der Überwachung und Kontrolle regionaler Kompetenzen wie Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer, Zielgruppenpolitik, Diskriminierung usw. ermöglichen wird.

KOMMENTAR ZU DEM EINZIGEN ARTIKEL

Einziges Artikel

Der einzige Artikel bedarf keines besonderen Kommentars.

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus
I. WEYKMANS

VORENTWURF

Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Koordination im Hinblick auf die Überwachung und der Einhaltung von regionalen gesetzlichen Bestimmungen in Beschäftigungsfragen

Einziger Artikel – Das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Koordination im Hinblick auf die Überwachung und der Einhaltung von regionalen gesetzlichen Bestimmungen in Beschäftigungsfragen wird gebilligt.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident
O. PAASCH

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus
I. WEYKMANS

ANLAGE

ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN ZWISCHEN DER WALLONISCHEN REGION, DER FLÄMISCHEN REGION, DER REGION BRÜSSEL-HAUPTSTADT UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT BEZÜGLICH DER KOORDINATION IM HINBLICK AUF DIE ÜBERWACHUNG UND DER EINHALTUNG VON REGIONALEN GESETZLICHEN BESTIMMUNGEN IN BESCHÄFTIGUNGSFRAGEN

Als Anlage separat beigefügt.